

FORMULAIRE « ON RECRUTE DES EXPERTS »

EXPERT.E MIGRATION NATIONALE THAMM+ EQUIPE FRANCE

Pays de la mission : Maroc- RABAT

Contrat : CDI

Date limite de réponse : 19/03/2026 à 23:59

1. Nom et descriptif de projet :

Le projet THAMM+ Équipe France (Towards a Holistic Approach to Labour Migration Governance and Labour Mobility) s'inscrit dans le programme régional THAMM+, initiative financée par l'Union européenne. Ce programme vise à promouvoir une mobilité de travail légale, sûre et durable entre l'Afrique du Nord et l'Europe, à travers une approche coordonnée impliquant des agences de coopération européennes et les autorités nationales des pays partenaires, dont le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Libye. Le projet THAMM+ Équipe France constitue le volet bilatéral franco-marocain du programme. Il a pour objectif général de promouvoir une mobilité de travail légale, durable et mutuellement bénéfique entre le Maroc et la France, tout en renforçant la coopération institutionnelle et en favorisant l'autonomisation socio-économique des travailleur.ses marocain.es à travers des parcours migratoires mieux encadrés et plus protecteurs.

THAMM+ Équipe France s'appuie sur une approche méthodologique intégrée, fondée sur le renforcement de la coopération bilatérale franco-marocaine en matière de migration de travail et sur l'appui au développement institutionnel et opérationnel de l'ANAPEC et des acteurs publics concernés. Le projet vise à structurer des dispositifs pérennes de mobilité professionnelle, à développer des outils organisationnels pour une meilleure gestion des parcours de mobilité, et à favoriser la coordination entre les institutions marocaines et françaises impliquées dans la gouvernance de la migration de travail. Il encourage également la coopération entre les secteurs public et privé, à travers la mise en place de partenariats durables entre employeurs, institutions et société civile, et promeut une approche inclusive et sensible au genre, garantissant la protection des droits des travailleur.ses migrant.es.

Le projet est mis en œuvre par Expertise France, en coordination étroite avec la Délégation de l'Union européenne au Maroc et sous la supervision du Ministère de l'Inclusion Économique, de la Petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences (MIEPEEC) marocain. Il mobilise un réseau de partenaires institutionnels et techniques marocains et français, parmi lesquels l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC), l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPPT), l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII), France Travail, le Ministère de l'Agriculture marocain, ainsi que des acteurs du secteur privé impliqués dans l'agriculture, l'hôtellerie et la restauration.

Basé à Rabat, le projet est prévu sur une durée de 36 mois.

2. Description de la mission

Basé.e à Rabat, au Maroc, l'Expert.e Migration légale et circulaire assurera, sous la supervision du chef de projet THAMM+ Équipe France, la mise en œuvre stratégique, technique et opérationnelle des activités relevant de son périmètre d'expertise au sein du projet THAMM+ Équipe France.

Dans ce cadre, l'Expert.e joue un rôle central dans la production des diagnostics et analyses structurantes prévus par le projet, ainsi que dans la traduction opérationnelle de leurs recommandations en actions concrètes de renforcement des capacités et d'amélioration des dispositifs existants. Il/elle intervient en appui technique aux partenaires institutionnels marocains et français, sans responsabilité hiérarchique sur ceux-ci.

L'Expert.e travaillera en étroite collaboration avec les institutions marocaines compétentes (notamment le MIEPEEC, l'ANAPEC, l'OFPPPT et les ministères de l'agriculture et du tourisme), les partenaires français impliqués dans la mobilité professionnelle (OFII, France Travail, etc.), les acteurs du secteur privé ainsi que les expertises transversales du projet (SERA, Genre, Communication, etc.).

Des déplacements ponctuels sont à prévoir dans les régions pilotes d'intervention du projet ainsi qu'en France dans le cadre des activités de coopération bilatérale.

Responsabilités principales (indicatives)

Les missions décrites ci-dessus ne sont pas exhaustives et pourront évoluer en fonction des besoins du projet et des nécessités de service.

1. Conduite des diagnostics et analyses stratégiques (≈ 40%)

- Assurer la réalisation technique des diagnostics institutionnels prévus par le projet, notamment en matière de capacités de placement à l'international et de gestion de la mobilité professionnelle
- Superviser ou conduire les études relatives aux besoins et attentes des employeurs dans les secteurs ciblés, ainsi que les analyses portant sur les profils et besoins des travailleur.se.s
- Contribuer aux états des lieux relatifs aux droits des travailleur.se.s, aux obligations des employeurs et aux mécanismes de portabilité des droits sociaux
- Encadrer les expertises court terme mobilisées pour la production des études
- Produire des rapports analytiques structurés, assortis de recommandations opérationnelles et stratégiques

2. Appui technique à la structuration des dispositifs de mobilité circulaire (≈ 20%)

- Traduire les conclusions des diagnostics en propositions opérationnelles visant à améliorer les dispositifs existants

- Appuyer techniquement l'ANAPEC et les institutions partenaires dans le renforcement de leurs procédures et outils relatifs à la mobilité professionnelle internationale
- Contribuer à l'adaptation des dispositifs d'information, de préparation pré-départ et d'accompagnement au retour, en assurant une coordination étroite avec les activités mises en œuvre en collaboration avec l'OFII, pour garantir cohérence et complémentarité des dispositifs franco-marocains de mobilité professionnelle
- Participer à l'amélioration des curricula de formation en lien avec les besoins sectoriels identifiés
- Veiller à l'intégration transversale des principes de travail décent, d'égalité femmes-hommes et de protection des droits humains dans l'ensemble des propositions formulées

3. Contribution au dialogue institutionnel et aux partenariats public-privé (≈ 25%)

- Apporter un appui technique et stratégique à la mise en place et à l'animation de cadres de concertation sectorielle
- Contribuer à la formalisation de partenariats entre acteurs publics et organisations professionnelles
- Participer aux réunions techniques et instances de gouvernance en apportant des analyses et éléments d'aide à la décision

4. Suivi technique, reporting et capitalisation (≈ 15%)

- Assurer le suivi technique des activités relevant de son périmètre et contribuer à la mise à jour des indicateurs en lien avec le/la chargé.e SERA
- Élaborer les termes de référence des expertises court terme nécessaires à la mise en œuvre des activités sous sa responsabilité
- Contribuer à la rédaction des rapports narratifs intermédiaires et finaux
- Participer aux exercices de capitalisation et à la formulation de recommandations pour la pérennisation et le passage à l'échelle des dispositifs expérimentés

3. Qualifications et compétences :

Formation

- Diplôme de niveau Master (Bac+5) minimum en coopération internationale, politiques migratoires, droit public, économie du développement, sciences politiques ou tout autre domaine pertinent
- Une spécialisation en migration de travail, mobilité internationale, politiques publiques de l'emploi ou gouvernance institutionnelle constitue un atout

Expérience professionnelle

- Expérience professionnelle minimale de 8 ans dans la conception, la mise en œuvre ou la recherche appliquées à des projets de coopération internationale dans le domaine des politiques migratoires, de la mobilité internationale ou de l'emploi
- Expérience confirmée dans la conduite de diagnostics institutionnels, d'analyses sectorielles et d'études stratégiques, incluant la formulation de recommandations opérationnelles
- Expérience avérée en appui au renforcement de capacités d'institutions publiques, idéalement dans les domaines de l'emploi, de la formation professionnelle ou de la gouvernance migratoire
- Une expérience préalable au Maroc ou dans la région Afrique du Nord constitue un atout

Compétences techniques et aptitudes

- Excellente maîtrise des enjeux liés à la migration légale et circulaire, à la mobilité professionnelle internationale et à la gouvernance des parcours migratoires, bonne connaissance des parties prenantes institutionnelles françaises et marocaines impliquées dans ces domaines
- Solides compétences en analyse institutionnelle, élaboration de diagnostics, rédaction de rapports stratégiques et formulation de recommandations
- Bonne compréhension des mécanismes d'intermédiation publique de l'emploi et des dynamiques de dialogue public-privé
- Excellentes capacités rédactionnelles et analytiques en français
- Capacité à produire des documents structurés, argumentés et directement mobilisables
- Maîtrise du français et de l'arabe exigée
- Maîtrise des outils bureautiques (Excel, Word, Teams, SharePoint, etc.)

Qualités personnelles

- Rigueur analytique et esprit de synthèse
- Capacité d'autonomie et sens de l'organisation
- Aptitude à évoluer dans un environnement institutionnel complexe et multiculturel
- Sens de la diplomatie et capacité à interagir avec des interlocuteurs de haut niveau
- Engagement en faveur des principes de mobilité légale, de travail décent, d'égalité de genre et de protection des droits humains

4. Informations complémentaires

- Poste basé à : Rabat, Maroc (avec déplacements ponctuels en régions)

- Date de démarrage souhaitée : 1^{er} avril 2026
- Supervision : Chef de projet THAMM+ Equipe France
- Langue de travail : Français
- Bailleurs : Union européenne, AFD

5. Documents à fournir :

- CV
- Lettre de motivation
- Copies conformes des diplômes
- Trois références professionnelles incluant contacts mails et téléphoniques

6. Pour postuler

Pour postuler veuillez utiliser le lien ci-dessous :

https://expertise-france.gestmax.fr/I4890/I/expert-e-migration-national-e-thamm-equipe-france-h-f/fr_FR

Sans réponse de notre part dans un délai de 3 semaines, veuillez considérer que votre candidature n'a pas été retenue.

Les candidat(e)s intéressé(e)s par cette opportunité sont invité(e)s à soumettre leur dossier dans les meilleurs délais, Expertise France se réservant la possibilité de procéder à la présélection avant cette date.

Le processus de sélection des candidatures se fera en deux temps :

- *Dans un premier temps, une liste restreinte sera établie librement par Expertise France.*
- *Dans un deuxième temps, les candidate(e)s sélectionné(e)s pourront être convié(e)s à un ou plusieurs entretiens.*